



Résumé d'évaluation

EVALUATION FINALE

PROJET ELEVAGES ET PASTORALISME INTÉGRÉS ET SÉCURISÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST (PEPISAO)



Pays : **15 pays de la CEDEAO + Mauritanie et Tchad**

Secteur : **Elevage**

Évaluateur : **Alioune Tamchir Thiam, Expert évaluateur principal**

Date de l'évaluation : **Novembre 2023**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : **CZZ2283 (01)**

Montant : **5.000.000 Euros**

Taux de décaissement (dec 2023) : **82,33%**

Signature de la convention

de financement : **avril 2018**

Date d'achèvement : **décembre 2024**

Durée : **5,5 ans**

Contexte

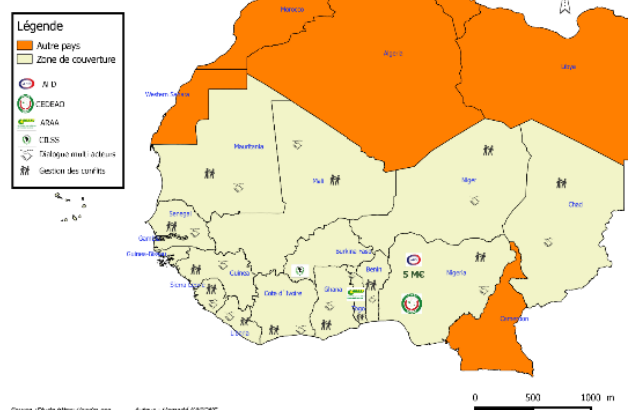
L'Afrique de l'Ouest couvre 17 pays (Zone CEDEAO, ainsi que Tchad et Mauritanie). Cette zone concentre plus de 30% du cheptel de bétail de l'Afrique. Elle est marquée au moment de la formulation et du démarrage du PEPISAO par : (i) une forte croissance démographique et l'avancée des fronts agricoles, (ii) l'accentuation du changement climatique engendrant la rareté et l'amenuisement des ressources naturelles végétales et hydriques, (iii) une exacerbation des compétitions entre les usages et entre les usagers des ressources naturelles impactant négativement la mobilité du cheptel, (iv) la récurrence des velléités de conflits intercommunautaires en dépit des stratégies et actions étatiques et régionales de prévention et d'anticipation des conflits, et (v) la détérioration de la situation sécuritaire régionale.

Le cadre institutionnel initial (entre 2016 et 2021), tant au niveau de la région que des pays, a permis la formulation du projet. Il était très pertinent car souhaitant [repenser le pastoralisme](#), il était résolument orienté vers la prévention et la résolution des conflits liés au développement de l'élevage en général et de la mobilité pastorale en particulier. A ce contexte initial se sont malheureusement ajoutés (entre 2020 et 2023) d'autres faits majeurs, nouveaux, brusques, inattendus et préjudiciables qui ont freiné la mise en œuvre du PEPISAO, à savoir : (i) les impacts de la crise COVID-19 qui ont plombé durant toute l'année 2020 les activités de terrain, (ii) l'évolution récente des relations politiques et de coopération entre les pays côtiers et ceux du Sahel sur la mobilité transfrontalière du cheptel et des éleveurs, d'une part, et la situation politique et sécuritaire des Etats du Sahel, d'autre part.

Intervenants et mode opératoire

La CEDEAO est la maîtrise d'ouvrage principale du PEPISAO et confie la mise en œuvre partielle des deux composantes opérationnelles au CILSS. Un groupement d'opérateurs dirigé par l'IRAM a également appuyé la CEDEAO tout au long du projet.

CARTE DU PEPISAO



Objectifs

Réalisations attendues

Le projet visait initialement à contribuer à l'apaisement des conflits entre usagers des espaces agropastoraux et à l'intégration des différents modes d'élevage ruminant, pour renforcer la résilience des populations et contribuer au développement économique et social de la région. Cet objectif général était décliné en trois objectifs spécifiques complémentaires et articulés :

- Appuyer un dialogue multi-acteurs aux différentes échelles de gouvernance et encourager les innovations (OS1) ;
- Capitaliser, échanger et diffuser des informations sur les mutations et les perspectives des systèmes d'élevage, et les initiatives en matière de prévention-gestion-résolution des conflits (OS2) ;
- Construire une vision régionale partagée des élevages de ruminants et contribuer à la renégociation des cadres réglementaires (OS3).

Le commanditaire de l'évaluation, à savoir la CEDEAO en tant que maître d'ouvrage du PEPISAO, exigeait à titre final un rapport d'évaluation finale formulant des recommandations pour la faisabilité d'une seconde phase du PEPISAO (qui est l'objet d'une mission distincte). Cette évaluation finale s'est insérée à la fois dans une logique d'analyse de la performance de l'action, ainsi que dans une optique de consolidation et capitalisation de ses apports-bénéfices (approches, stratégies d'intervention et outils (instruments) développés pour le renforcement des capacités (régionales, nationales et locales) de prévention et de gestion des conflits), en vue, si pertinent, de la mise en œuvre d'une phase ultérieure du Projet.

La méthodologie d'évaluation était subdivisée en trois (3) phases : (i) Imprégnation de l'évaluateur ; (ii) Investigations approfondies, y compris missions et entretiens dans certains pays d'intervention, et (iii) Elaboration, partage et validation des résultats et produits.

Appréciation de la performance

Pertinence

Le PEPISAO est pertinent et d'actualité par rapport aux besoins et attentes de ses cibles bénéficiaires, à savoir un environnement sécurisé, apaisé et propice pour le développement de toutes les activités économiques dont notamment le pastoralisme et la mobilité du cheptel et des éleveurs dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. La formulation du projet est pertinente du fait du statut régional aussi bien de son porteur et maître d'ouvrage qu'est la CEDEAO que de son maître d'ouvrage délégué (CILSS). Il est en droite ligne des stratégies et politiques régionales dont l'ECOWAP (politique agricole de la CEDEAO), la politique agricole de l'UEMOA (PAE) et le Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable du CILSS.

Cohérence

Sa logique verticale est cohérente (avec un bon agencement des objectifs, composantes et résultats attendus). A sa conception, sa logique horizontale entre composantes n'a pas été suffisamment explicitée mais l'agilité permise par le type de financements (Minka) s'est révélée un point fort du projet, permettant aux opérateurs d'adapter la mise en œuvre à la situation évolutive. Par ailleurs, au plan régional, les outils d'ingénierie sociale ont été élaborés en s'appuyant sur les synergies avec des projets qui réalisaient des investissements sur le terrain ainsi que des ONG qui opéraient dans des zones conflictogènes ([projet Frontière de l'Union Africaine](#), [PREDIP](#), [PRAPS](#), [PACBAO](#), [MOPSS](#), etc.).

Efficacité

Bien que l'analyse de l'efficacité d'un projet dit « 100% soft » ne soit pas facile à établir, le PEPISAO a fortement contribué à la réalisation de son objectif général à travers les activités réalisées et résultats atteints en rapport avec : (i) la production et la mise en œuvre des approches (outils et renforcement de capacités de prévention, gestion des conflits dans des zones identifiées) - C1 ; (ii) la capitalisation, les échanges et la diffusion des initiatives en matière de prévention, gestion des conflits - C2 ; et (iii) le pilotage d'un processus d'élaboration d'une vision régionale partagée devant conduire à la mise à niveau des cadres réglementaires régionaux et nationaux - C3.

Efficience

La démarche déployée a permis de dépasser les difficultés, même si les procédures des institutions régionales (CEDEAO et CILSS) ont parfois ralenti les processus et les prises de décision. L'approche participative adoptée dans la co-construction des outils et instruments de politique a été de nature à permettre aux Etats (directions de l'élevage et commissions nationales de coopération transfrontalière), aux organisations professionnelles locales et régionales, aux inter-collectivités transfrontalières, de s'approprier ces outils pour plus de durabilité. Au total, le PEPISAO a bénéficié de plus de 1,5 millions € supplémentaires auprès d'autres projets au profit de la mise en œuvre des activités de terrain.

Impacts et durabilité

Les impacts du projet restent potentiels en attendant la consolidation et la mise en application de ses apports-bénéfices à moyen et long termes (outils et approches méthodologiques, formations et référentiels pédagogiques, systèmes d'information et d'alerte, stratégie régionale, etc.) à travers d'autres actions, telle qu'une seconde phase du PEPISAO. Le principal effet attendu de la mise en œuvre de PEPISAO n'est pas encore très perceptible, à savoir la diminution des conflits en rapport avec l'élevage et la mobilité pastorale. Mais certains effets attendus du projet sont déjà observables : (i) simplification des relations entre les agro-éleveurs et forces de sécurité, magistrats suite aux formations et sensibilisations des radios communautaires, (ii) clarification du débat sur les systèmes d'élevage mobiles, et impulsion d'une dynamique de collaboration avec des projets régionaux; des institutions de coopération technique et les commissions de coopération transfrontalière, (iii) ancrage de l'approche territoriale de gouvernance de la mobilité dans les zones transfrontalières entre les pays côtiers et sahéliens. Elle s'est matérialisée par la démarche dite de « semaine pastorale » qui favorise les synergies entre les intervenants et l'amplification des actions de dialogue et de concertation dans les zones transfrontalières.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

Le financement de l'AFD a permis d'impulser une dynamique de coordination régionale des projets qui interviennent sur les systèmes pastoraux et agropastoraux, et de mettre en connexion les acteurs sociopolitiques de la sous région (17 pays) sur des chantiers novateurs de réflexion permettant la réalisation d'objectifs communs pour le développement de l'élevage et la sécurisation des systèmes pastoraux.

Conclusions et enseignements

Le PEPISAO est un projet pertinent en relation avec les besoins et attentes de ses cibles bénéficiaires. Il est en droite ligne des politiques et stratégies régionales et en harmonie avec les projets et programmes visant le développement apaisé de territoires dans lesquels l'élevage et la mobilité pastorale nationale et transnationale des bétails des pays sahéliens contribuent aux besoins biologiques (alimentation et reproduction) et économiques (accès aux marchés de consommateurs). De par les synergies d'action déployées, les quatre acquis majeurs du PEPISAO – outils et manuels de formation pour la prévention et gestion des conflits, documents de capitalisation, document pilote de l'Observatoire et document de stratégie pour le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux – ont été pleinement internalisés par les acteurs en attendant leur mise en œuvre concrète.

Il est recommandé de :

- 1) Continuer et densifier les actions initiées par le PEPISAO pour accompagner jusqu'à terme la création d'une vision régionale et nationale partagée et les redéploiements institutionnels et politiques sous-jacents.
- 2) Eviter toute rupture de la dynamique impulsée et préconiser rapidement la formulation d'un projet relais (PEPISAO II) comme une suite logique, en améliorant la configuration et l'approche actuelle du PEPISAO I pour consolider les résultats déjà acquis en vue d'atteindre l'objectif général recherché, à savoir la pacification des relations et l'intégration des différents modes d'élevage ruminant, pour renforcer la résilience des populations et contribuer au développement économique et social de la région.
- 3) Concevoir un PEPISAO 2 permettant de maintenir voire développer la cohésion régionale en assurant une implication décentralisée des pays et collectivités territoriales, et avec la volonté de tenir compte équitablement des désidérats de tous les acteurs usagers des ressources naturelles (notamment les différentes catégories d'agriculteurs et d'éleveurs), et ;
- 4) Concevoir un PEPISAO 2 comme un projet régional complémentaire aux projets dans le secteur tels que le PRAPS II et le PRADEP, apportant des solutions permettant de pallier les inégalités d'avancement entre les pays membres de la CEDEAO, notamment côtiers.